



**Observatoire sur les Systèmes d'Information les
Réseaux et les Inforoutes au Sénégal**

**Séminaire sur la labellisation des indicateurs clés
de la Société de l'information**

Saly Portudal, 21-22 juillet 2001

**Document introductif à la discussion
sur les indicateurs relatifs au plan stratégique national**

proposé par

**Olivier Sagna,
Secrétaire général d'Osiris**

L'observation de ce qui se passe un peu partout dans le monde, montre que le niveau d'insertion des pays dans la Société de l'information est fortement lié à la manifestation d'une volonté politique forte qui s'exprime généralement à travers l'existence d'une stratégie nationale. Ainsi, les recherches qui ont permis la mise au point du protocole TCP/IP puis le développement du réseau Internet aux USA ont été largement financées par les crédits du ministère de la défense puis par ceux de la National Science Foundation. Puis, la popularisation du réseau Internet a reposé pour une bonne part sur l'objectif fixé par Al Gore en 1992 de connecter d'ici l'an 2000 tous les hôpitaux, toutes les écoles et toutes les bibliothèques des Etats-Unis dans le cadre de la mise en place d'une Infrastructure Nationale d'Information (INI) ou National Information Infrastructure (NII). Pour ce faire un Groupe de travail sur l'infrastructure d'information connu sous l'appellation anglaise d'Information Infrastructure Task force (IITF) fut mit sur pied en 1993 pour planifier et mettre en œuvre la politique en question. En France, Lionel Jospin après constaté le retard pris par son pays déclara en août 1997 à Hourtin « **L'entrée de la France dans la société de l'information constitue un enjeu décisif pour l'avenir. [...] Les bouleversements introduits par les technologies de l'information dépassent largement le seul enjeu économique : l'essor des nouveaux réseaux d'information et de communication offre des promesses sociales, culturelles et, en définitive, politiques. [...] La technologie n'est qu'un moyen, elle doit être mise au service de la société. [...] La société de l'information sera ce que nous déciderons d'en faire. Voilà pourquoi il nous faut proposer aux Français un projet et une vision politique dans ce domaine** ». Le travail aussitôt engagé débouchera en janvier 1998 sur le Programme d'action gouvernementale pour la société de l'information (PAGSI). Des pays émergents souvent cités en exemple on emprunté la même voie telle la Malaisie qui a lancé « Cyber Jaya », son fameux « Multimedia Super Corridor », qui doit mobiliser 579 millions de \$ sur vingt ans. Il en est de même de Singapour avec « IT-2000 : Vision of an Intelligent Island » ou encore des Philippines avec « IT 21 ». Plus proche de nous le Maroc, à travers le Secrétariat d'Etat chargé de la Poste et des Technologies de l'Information (SEPTI) créé en mars 1998 s'est également lancé sur cette voie avec l'adoption du Plan d'action 1999-2003 visant à « l'Insertion du Maroc dans la Société de l'Information et du Savoir ».

L'Afrique n'est pas resté hors de cette mouvance puisque dès avril 1995 lors du Colloque régional africain sur la télématique, les participants recommandaient « le lancement, à l'échelle du continent, d'un groupe de pression de haut niveau pour la télématique au service du développement, afin de promouvoir les décisions politiques nécessaires et d'établir des priorités claires au plan national, régional et international », suivi le mois suivant de la résolution 795 sur la « mise en place de l'autoroute de l'information en Afrique » qui demandait « instamment aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place des réseaux nationaux d'information pour la prise de décision et la planification dans le cadre de la mise en place de l'infrastructure pour l'Autoroute de l'information en Afrique » et invitait le Secrétaire exécutif de la CEA à « Mettre sur pied un groupe de haut niveau sur les technologies de l'information et des communications en Afrique, composé d'experts techniques africains, en vue d'élaborer un plan d'action dans experts ce domaine » dont le travail allait déboucher en août 1996 sur la publication du document intitulé « **Initiative Société Africaine à l'Ère d'Information (AIS): Cadre d'Action pour l'Édification d'une Infrastructure Africaine de l'Information et la Communication** » qui disait notamment en son paragraphe 60 que « L'une des mesures les plus importantes que chaque pays africain doit prendre pour intégrer la "société africaine à l'ère de l'informatique" est d'élaborer des plans relatifs à l'infrastructure nationale d'information et de communication ».

Par la suite, le CRDI, dans la perspective du Forum pour le Développement de l'Afrique qui devait se tenir à Addis Abeba en octobre 1999, a conduit toute une série de missions en Afrique afin d'aider les pays africains à se doter de plans de développement de leur infrastructure nationale d'information et de communication connus sous l'appellation de NICI. Récemment le Sénégal s'est engagé sur cette voie en faisant réaliser différentes études allant dans le sens d'élaborer des stratégies nationales sectorielles puis une stratégie nationale globale.

En juillet 2000 à Okinawa (Japon), le G8 a encore rappelé l'importance des stratégies nationales en indiquant dans sa déclaration finale « Réaffirmant le potentiel considérable des TIC pour le développement, les membres du G8 reconnaissent qu'il n'existe pas de solution applicable à l'ensemble de la planète. Il faut tenir compte des spécificités de chaque Etat en développement. Chacun de ces pays doit donc déterminer ses besoins, priorités et aspirations avant de concevoir et mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de TIC. Pour être efficace et cohérente, une telle stratégie doit consister en la création d'un environnement politique et réglementaire favorable au TIC et reposant sur la concurrence; elle doit avoir pour objectif le développement et la cohésion sociale; elle doit prévoir la formation des ressources humaines et encourager les initiatives communautaires ainsi que les entreprises autochtones. »

Tout ceci montre clairement qu'il est de la responsabilité de l'Etat de mettre en place une politique globale en faveur de la société de l'information, qui, en dehors des projets internes au secteur public, favorise la mise en œuvre d'un ensemble d'actions, de projets et d'expérimentations.

Cela étant, quels pourraient être les indicateurs permettant à la fois de dresser une photographie de ce qui se passe dans un pays à un moment donné mais également et surtout de mesurer les évolutions ?

Tout d'abord, au vu de ce qui a été dit plus haut, il est clair que l'existence même d'un plan stratégique national pour favoriser l'insertion d'un pays dans la société de l'information est un signal fort de l'existence d'une volonté gouvernementale en la matière et donc un indicateur à prendre en compte. Le premier indicateur pourrait donc être l'existence d'un document officiel approuvé par les plus hautes autorités de l'état et adopté comme faisant foi de stratégie nationale en la matière.

Cela étant, avoir une stratégie n'est pas tout, il faudrait également savoir si le pays dispose d'une vision, c'est à dire d'un objectif clair à atteindre qui permet d'évaluer la pertinence d'une part et le succès ou l'échec de la stratégie mise en place d'autre part.

Avoir une vision, avoir une stratégie c'est une chose mais il faut également disposer de structures clairement identifiées, chargées de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la stratégie.

Une vision, une stratégie pour la matérialiser, des structures pour la mettre en œuvre, cela est bien mais toujours insuffisant sans la mobilisation de moyens financiers adéquats. Il est donc important de savoir si des moyens financiers spécifiques (budget, etc.) sont alloués pour la mise en œuvre de la stratégie.

La stratégie nationale permettant de définir un cadre global, sa véritable matérialisation passe obligatoirement par l'élaboration, la mise en œuvre le suivi et l'évaluation de stratégies sectorielles dans un certains nombres de domaines prioritaires identifiés par la stratégie nationale, qu'il s'agisse par exemple de l'éducation, de la santé, de la modernisation de l'administration, des téléservices, etc.

Une fois ces éléments mis en place le gouvernement consacre-t-il régulièrement des conseils interministériels ou des séances particulières à ces questions ?

L'environnement légal et réglementaire est-il revu et corrigé pour permettre la mise en œuvre de la stratégie ?

L'Etat met-il en œuvre oui ou non des grands projets structurants ayant pour rôle d'entraîner le secteur privé à sa suite ?

Quels sont les mesure d'accompagnement prise sur le plan fiscal, douanier, du financement, etc.

Existe-t-il des objectifs à courts et moyens termes ?

Quelle politique en matière d'infrastructures ?

Quelle politique en matière de ressources humaines ?

Quelle politique en matière industrielle ?

Les enjeux sont-ils clairement identifiés ?

Existe-t-il un état des lieux et des mécanismes permettant de suivre toutes une série d'indicateurs ?

La mise en œuvre de ce PSN est elle une priorité du gouvernement ?

Des mécanismes sont-ils mis en place pour impliquer le secteur privé, les collectivités locales, le monde associatif ?

Le PSN dégage-t-il clairement des priorités ?

L'Etat a-t-il des postions de principes sur les grandes questions de la société de l'information qu'il défend dans les forums internationaux ?

Le PSN a-t-il été élaboré sur une base participative et qui a participé à son élaboration ?

Les opportunités ont elles été identifiées ?

Qui sont les groupes cibles ?

Existent ils des projets pilotes ou structurants ?

Les rôles et responsabilités des différents acteurs sont-ils clairement définis ?

Le PSN a-t-il fait l'objet d'un atelier de validation représentatif de l'ensemble de la société?

Le document de stratégie nationale est-il disponible en ligne ?

Existe-t-il un plan d'action ?

Etc....

Sans se vouloir exhaustive, cette série de questions, soulève un certain nombre de points qui pourraient faire l'objet de nos discussions et qu'il faudra approfondir dans les ateliers.